

Changement climatique, énergie propre et développement durable

1. Nous avons de sérieux défis interreliés à relever pour lutter contre le changement climatique, promouvoir une énergie propre et atteindre un développement durable à l'échelle planétaire.
 - a) Le changement climatique est un sérieux défi à long terme qui est susceptible de toucher toutes les régions du monde. Nous savons que l'utilisation et le besoin accrus de l'énergie d'origine fossile, ainsi que d'autres activités humaines, contribuent en grande partie à l'augmentation des gaz à effet de serre associés au réchauffement de la surface de la Terre. Bien qu'il subsiste des zones d'incertitude dans notre compréhension de la climatologie, nous en savons suffisamment pour agir dès maintenant en vue de ralentir et, à mesure que les connaissances scientifiques le justifieront, de stopper et d'ensuite renverser la croissance des gaz à effet de serre.
 - b) On prévoit une hausse de 60 p. 100 de la demande mondiale d'énergie au cours des 25 prochaines années. Il se peut donc que les émissions de gaz à effet de serre associées au changement climatique augmentent considérablement.
 - c) Des sources d'énergie sûres, fiables et abordables sont essentielles pour la stabilité économique et le développement. La hausse de la demande d'énergie menace la sécurité énergétique étant donné la dépendance accrue à l'égard des marchés mondiaux.
 - d) La diminution de la pollution protège la santé publique et les écosystèmes. C'est particulièrement vrai dans les pays en développement. Il est nécessaire d'améliorer la qualité de l'air et de l'eau afin d'aider les personnes atteintes de maladies respiratoires, de réduire les coûts liés à la santé publique et de prolonger des vies.
 - e) Environ 2 milliards de personnes n'ont pas accès à des services énergétiques modernes. Nous devons travailler avec nos partenaires pour accroître l'accès à l'énergie si nous voulons concourir à l'atteinte des objectifs convenus au Sommet du Millénaire en 2000.
2. Nous agissons avec détermination et urgence pour atteindre les multiples objectifs que nous avons en commun : réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer l'environnement mondial, accroître la sécurité énergétique et diminuer la pollution atmosphérique de concert avec nos efforts vigoureux pour alléger la pauvreté.

3. Il est dans notre intérêt général de travailler ensemble, et en collaboration avec les principales économies naissantes, afin de trouver des moyens de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et d'atteindre nos autres objectifs clés, dont la promotion de systèmes énergétiques à faibles émissions. Toutes les économies développées se doivent d'agir.
4. Nous réaffirmons notre attachement à la CCNUCC et à son objectif premier de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche une dangereuse interférence anthropique avec le système climatique. Nous réitérons l'importance des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et nous attendons son rapport de 2007 avec impatience.
5. Nous nous trouvons à un tournant. Au cours des 25 prochaines années, on estime qu'il faudra investir 16 billions de dollars dans les systèmes énergétiques mondiaux. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il existe d'excellentes occasions d'investir ce capital de manière efficace et économique dans des technologies d'énergie propre et l'efficacité énergétique. Parce que les décisions qui sont prises aujourd'hui pourraient bloquer l'investissement et accroître les émissions pour les décennies à venir, il importe d'agir avec sagesse dès maintenant.
6. Par conséquent, nous prendrons d'autres mesures pour :
 - a) promouvoir l'innovation, l'efficacité énergétique, la conservation; améliorer les cadres politiques, réglementaires et financiers; et accélérer le déploiement de technologies plus propres, notamment celles à faibles émissions.
 - b) collaborer avec les pays en développement afin d'accroître l'investissement privé et le transfert de technologies, en tenant compte de leurs propres besoins et priorités au chapitre de l'énergie.
 - c) mieux faire connaître le changement climatique et nos autres nombreux défis ainsi que les moyens de s'y attaquer; et procurer aux entreprises et aux consommateurs l'information dont ils ont besoin pour mieux utiliser l'énergie et réduire les émissions.
7. L'adaptation aux répercussions du changement climatique, qu'il soit d'origine naturelle ou humaine, constitue une grande priorité pour toutes les nations, en particulier dans les régions susceptibles d'être les plus touchées, comme l'Arctique, le Sahel et d'autres régions semi-arides, les zones côtières à faible altitude et les petits États insulaires aussi exposés à des risques d'affaissement. Tout en travaillant à nos propres stratégies d'adaptation, nous collaborerons avec les pays en développement pour les aider à renforcer leur capacité de faire face à

ces changements et intégrer les objectifs d'adaptation dans les stratégies de développement durable.

8. Pour lutter contre le changement climatique et promouvoir les technologies propres, tout en cherchant à assurer la sécurité énergétique et le développement durable, il faudra une action mondiale concertée et échelonnée sur une longue période.
9. Par conséquent, nous convenons d'entamer un dialogue sur le changement climatique, l'énergie propre et le développement durable et invitons les autres pays intéressés ayant d'importants besoins énergétiques à se joindre à nous. Nous entendons :
 - a) relever le défi stratégique de transformer nos systèmes énergétiques afin de bâtir un avenir plus sûr et viable;
 - b) surveiller la mise en œuvre des engagements pris dans le Plan d'action de Gleneagles et explorer les façons de prendre appui sur les progrès accomplis;
 - c) mettre en commun les pratiques exemplaires entre les gouvernements participants.
10. Nous demanderons à nos gouvernements respectifs de faire avancer le dialogue. Nous accueillons favorablement la proposition du Japon afin qu'un rapport soit présenté au Sommet du G8 dont il sera l'hôte en 2008.
11. Nous collaborerons avec les partenaires, les institutions et les initiatives pertinentes, notamment l'AIE et la Banque mondiale :
 - a) L'AIE formulera des avis sur les scénarios et les stratégies visant à assurer notre avenir énergétique par l'utilisation de sources d'énergie de remplacement propres, ingénieuses et compétitives.
 - b) La Banque mondiale jouera un rôle directeur dans la création d'un nouveau cadre sur l'énergie et le développement propres, qui englobera l'investissement et le financement.
12. Dans la foulée de la fructueuse rencontre des ministres de l'Énergie et de l'Environnement à Londres en mars, le Royaume-Uni tiendra des réunions au cours du deuxième semestre de 2005 afin de faire avancer le dialogue, y compris en arrêtant des plans de mise en œuvre précis pour remplir chacun des engagements formulés dans le Plan d'action.
13. Nous nous réjouissons de la décision prise par la Russie de faire de l'énergie un thème central de sa présidence du G8 en 2006 et du programme des réunions qu'elle projette de tenir.

14. Nous reconnaissons que la CCNUCC constitue le cadre approprié où négocier de futures mesures sur le changement climatique. Ceux d'entre nous qui ont ratifié le Protocole de Kyoto se félicitent de son entrée en vigueur et feront en sorte qu'il soit couronné de succès.

15. Nous travaillerons ensemble à l'atteinte des buts et objectifs dont nous sommes convenus aujourd'hui pour éclairer les travaux de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Montréal en 2005. Nous sommes déterminés à faire avancer, dans cette enceinte, le dialogue mondial sur l'action concertée et à long terme pour faire échec au changement climatique.